

Marché n° 25 – 064

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

PRESTATIONS DE MAINTENANCE MULTITECHNIQUE POUR LES SITES DE RESEAU CANOPE

MARCHE PUBLIC COMPOSITE

passé selon les dispositions des articles R.2124-2 1° et R.2161-2 à R.2161-5
et R.2162-1 à R.2162-6, R.2162-13 et R.2162-14 du Code de la commande publique.

Table des matières

PREMIERE PARTIE : GENERALITES	4
ARTICLE 1. Identification de l'acheteur	4
ARTICLE 2. Présentation du marché	4
2.1. Objet du marché	4
2.2. Forme du marché	4
2.3. Etendue du marché	5
2.4. Durée du marché	6
2.5. Durée des bons de commande émis pour l'exécution du marché	6
ARTICLE 3. Pièces contractuelles du marché	6
ARTICLE 4. Communication et réunion	7
4.1. Mode de communication	7
4.2. Réunions	7
ARTICLE 5. Correspondant de l'acheteur et élection de domicile du titulaire	7
ARTICLE 6. Correspondant du titulaire et élection de domicile de l'acheteur	7
ARTICLE 7. Protection des données	8
ARTICLE 8. Neutralité	8
ARTICLE 9. Confidentialité	8
ARTICLE 10. Assurances	8
ARTICLE 11. Sous-traitance	8
DEUXIEME PARTIE : PRIX et REGLEMENT	9
ARTICLE 12. Prix	9
ARTICLE 13. Forme du prix	10
13.1. Prix du marché	10
ARTICLE 14. Avances	10
ARTICLE 15. Acomptes	10
ARTICLE 16. Modalités de facturation et de paiement	11
16.1. Modalité de facturation	11
16.2. Délais de paiement	11
16.3. Cession de créance	12
TROISIEME PARTIE : DELAIS et CONDITIONS D'EXECUTION	12
ARTICLE 17. Délai d'exécution	12
ARTICLE 18. Modalités d'attribution des commandes	12
ARTICLE 19. Délais d'exécution des prestations	12

ARTICLE 20. Suspension des prestations.....	12
ARTICLE 21. Clause de réexamen.....	13
ARTICLE 22. Obligation du titulaire.....	13
ARTICLE 23. Obligations de conseil.....	14
ARTICLE 24. Provenance et garantie des pièces détachées de remplacement.....	14
ARTICLE 25. Gestion des déchets.....	14
ARTICLE 26. Désignation d'un interlocuteur référent.....	15
ARTICLE 27. Modalités d'exécution des prestations.....	15
27.1. Transfert de propriété.....	15
27.2. Moyens mis à disposition par Réseau Canopé.....	15
ARTICLE 28. Lieux d'exécution	16
ARTICLE 29. Absence du personnel	16
ARTICLE 30. Pénalités.....	16
30.1. Pénalités de retard	16
30.2. Pénalités forfaitaires	16
30.3. Application des pénalités	17
QUATRIEME PARTIE : OPERATIONS DE VERIFICATION et D'ADMISSION	17
ARTICLE 31. Opérations de vérification	17
ARTICLE 32. Décision à l'issue des opérations de vérification.....	18
ARTICLE 33. Décision d'admission.....	18
CINQUIEME PARTIE : RESILIATION	19
ARTICLE 34. Résiliation.....	19
SIXIEME PARTIE : DIFFERENDS et LITIGES	19
ARTICLE 35. Différends entre les parties.....	19
ARTICLE 36. Compétence juridictionnelle.....	19
ARTICLE 37. Dérogations aux documents généraux.....	19

PREMIERE PARTIE : GENERALITES

ARTICLE 1. Identification de l'acheteur

Réseau CANOPÉ, ci-après désigné « l'acheteur », établissement public administratif régi par les articles D 314-70 et suivants du Code de l'éducation, dont le siège est situé au téléport 1 @4 - CS 80158 - 86961 FUTUROSCOPE CEDEX,
Représenté par sa Directrice générale par intérim, Mme Alexandra WISNIEWSKI, nommée par arrêté du 24 octobre 2025.

ARTICLE 2. Présentation du marché

2.1. Objet du marché

Le présent marché vise à confier au titulaire les prestations de maintenance multi-technique ci-dessous accompagnées de fourniture de pièces détachées pour les sites de Réseau Canopé listés à l'article 2.3 du présent CCAP.

- Vérification périodique et maintenance des installations de production de chauffage, d'eau chaude sanitaire, de climatisation et de ventilation
- Vérification périodique et maintenance des installations électriques
- Maintenance des portes, portails automatiques, rideaux métalliques et éléments de serrurerie
- Vérification périodique et maintenance des systèmes de sécurité incendie, de l'éclairage de secours et des moyens de secours.

La référence au vocabulaire commun des marchés publics (CPV) associés au présent marché est :

- CPV Principal : 50700000-2 Services de réparation et d'entretien d'installations de bâtiments
- CPV complémentaire :
 - o 50720000-8 Services de réparation et d'entretien de chauffage central
 - o 71315410-6 Inspection du système de ventilation
 - o 50510000-3 Services de réparation et d'entretien de pompes, de vannes, de robinets et de conteneurs en métal
 - o 50531100-7 Services de réparation et d'entretien de chaudières
 - o 50710000-5 Services de réparation et d'entretien d'installations électriques et mécaniques de bâtiment
 - o 50413200-5 Services de réparation et d'entretien d'installations d'extinction d'incendie

L'ensemble des prestations demandées est décrit dans le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) relatif au présent marché.

Des prestations similaires peuvent faire l'objet d'un marché ultérieur conclu en application de l'article R.2122-7 du Code de la Commande Publique.

2.2. Forme du marché

Le marché est un marché de services.

Le marché comprend :

- Une partie correspondant à un marché ordinaire, pour les prestations de maintenance préventive

- Une partie correspondant à un accord-cadre à bons de commande, mono-attributaire, pour les prestations de maintenance corrective

L'attribution des bons de commande est réalisée dans les conditions définies à l'article 18 du présent CCAP.

2.3. Etendue du marché

Le marché est alloti au sens de l'article L.2113-10 du Code de la Commande Publique et comprend les lots suivants :

Lot	Désignation du lot
	Vérification périodique et maintenance des installations de production de chauffage, d'eau chaude sanitaire, de climatisation et de ventilation
1	Réseau Canopé DT Occitanie à Toulouse
2	Réseau Canopé DT PACA à Marseille
3	Réseau Canopé DT PACA Avignon
4	Réseau Canopé DT NA Mont-de-Marsan
	Vérification périodique et maintenance des installations électriques
5	Réseau Canopé DT Normandie à Caen
6	Réseau Canopé DT Occitanie à Toulouse
7	Réseau Canopé DT PACA à Marseille
	Maintenance des portes, portails automatiques, rideaux métalliques et éléments de serrurerie
8	Réseau Canopé DT PACA à Marseille
9	Réseau Canopé Site de Montpellier
	Vérification périodique et maintenance des systèmes de sécurité incendie, de l'éclairage de secours et des moyens de secours
10	Réseau Canopé Site de Montpellier
11	DT PACA à Marseille
12	Réseau Canopé DT Normandie à Caen
13	Réseau Canopé HDF site d'Amiens
14	Réseau Canopé site de Poitiers

Pour les prestations de maintenance corrective, le marché est conclu avec les montants maximum ci-dessous :

Lot	Désignation du lot	Montant maximum € HT
	Vérification périodique et maintenance des installations de production de chauffage, d'eau chaude sanitaire, de climatisation et de ventilation	
1	Réseau Canopé DT Occitanie à Toulouse	5 417€
2	Réseau Canopé DT PACA à Marseille	4 167€
3	Réseau Canopé DT PACA Avignon	834 €
4	Réseau Canopé DT NA Mont-de-Marsan	1870 €
	Vérification périodique et maintenance des installations électriques	
5	Réseau Canopé DT Normandie à Caen	14 000 €
6	Réseau Canopé DT Occitanie à Toulouse	8 334 €
7	Réseau Canopé DT PACA à Marseille	4 168 €

Maintenance des portes, portails automatiques, rideaux métalliques et éléments de serrurerie		
8	Réseau Canopé DT PACA à Marseille	4 168 €
9	Réseau Canopé Site de Montpellier	6 800 €
Vérification périodique et maintenance des systèmes de sécurité incendie, de l'éclairage de secours et des moyens de secours		
10	Réseau Canopé Site de Montpellier	4 167 €
11	DT PACA à Marseille	6 667 €
12	Réseau Canopé DT Normandie à Caen	16 000 €
13	Réseau Canopé HDF site d'Amiens	10 000 €
14	Réseau Canopé DT NA site de Poitiers	3000 €

2.4. Durée du marché

Le marché est conclu à compter de la date de notification jusqu'au 31 décembre 2026 inclus. Le marché n'est pas reconductible.

L'émission des bons de commande sur la base du présent accord-cadre ne peut se faire que pendant la durée de validité de l'accord-cadre dans le respect des dispositions de l'article R.2162-5 du Code de la Commande Publique.

2.5. Durée des bons de commande émis pour l'exécution du marché

La durée d'exécution des bons de commande émis pour l'exécution du marché est fixée par chaque bon de commande, conformément aux stipulations du mémoire technique du titulaire.

Au terme du marché, les bons de commande émis continuent à s'exécuter jusqu'à leurs termes respectifs sans pouvoir excéder 2 mois suivant le terme du marché.

ARTICLE 3. Pièces contractuelles du marché

Le présent marché est constitué par les documents contractuels énumérés ci-après, par ordre de priorité décroissante, par dérogation à l'article 4 du cahier des clauses administratives générales applicable aux marchés de fournitures courantes et de services (CCAG-FCS) :

1. l'acte d'engagement (AE) et l'offre financière du titulaire (BPU et DPGF),
2. le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et ses annexes ;
3. le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et son annexe :
4. l'offre technique du titulaire,
5. Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs avenants postérieurs à la notification du marché ;
6. le cahier des clauses administratives générales applicable aux marchés de fournitures courantes et de services, publié par arrêté du 30 mars 2021.

Les exemplaires des pièces du marché et des bons de commande dont l'original est conservé dans les archives de l'acheteur font seuls foi.

En cas de contradiction entre les stipulations des pièces contractuelles du marché, elles prévalent dans l'ordre susmentionné.

Toute clause portée dans les conditions générales de vente, catalogues, barèmes ou documentation quelconques produits par le titulaire et contraire aux dispositions des pièces constitutives du marché est réputée non écrite.

ARTICLE 4. Communication et réunion

4.1. Mode de communication

Les parties conviennent que tous les échanges liés au suivi et à la gestion des prestations ont lieu par courrier électronique, à l'adresse indiquée dans la fiche contact, hormis les cas où une lettre recommandée avec accusé de réception est prévue par le présent CCAP.

L'envoi via la plateforme PLACE d'un courriel contre accusé réception vaut l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception. Lorsque la notification est effectuée par le biais du profil d'acheteur, les parties sont réputées avoir reçu cette notification à la date de la première consultation du document qui leur a ainsi été adressé, certifiée par l'accusé de réception délivré par l'application informatique, ou, à défaut de consultation dans un délai de huit jours à compter de la date de mise à disposition du document sur le profil d'acheteur, à l'issue de ce délai.

4.2. Réunions

Si des réunions entre l'acheteur et le titulaire sont nécessaires pour la mise en œuvre et/ou le suivi des prestations, elles ont lieu en visioconférence dans la mesure du possible ou dans les locaux de l'acheteur, à sa demande, sans que le titulaire ne puisse facturer aucun surcoût.

ARTICLE 5. Correspondant de l'acheteur et élection de domicile du titulaire

L'interlocuteur de l'acheteur, concernant l'application du présent marché, est le représentant que le titulaire a désigné à cette fonction, dans l'acte d'engagement. Cette personne a tout pouvoir d'agir pour le compte du titulaire.

Tous les documents relatifs au présent marché, destinés au titulaire, sont adressés au domicile élu figurant sur le présent acte d'engagement.

En cas de modification de domicile élu, le titulaire en avertit l'acheteur par lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 6. Correspondant du titulaire et élection de domicile de l'acheteur

L'interlocuteur du titulaire, concernant la gestion du présent marché, est le Pôle Achats-Marchés Publics de Réseau Canopé.

Tous les documents relatifs au présent marché, destinés à l'acheteur, sont adressés à l'adresse suivante :

Réseau Canopé
DSFJS - Pôle achats – marchés publics
1, avenue du Futuroscope
Bâtiment @4 – Téléport 1
CS 80158

Pour l'exécution du présent marché, l'acheteur désigne un responsable technique, chargé du contrôle de la correcte réalisation et évaluation de la qualité de la prestation ainsi qu'un interlocuteur administratif du titulaire.

ARTICLE 7. Protection des données

Tous les documents et supports matériels confiés au titulaire pour l'exécution du présent marché sont la propriété de l'acheteur. Toute utilisation à d'autres fins que celle du présent marché, toute diffusion, transmission, reproduction sans autorisation préalable et expresse de l'acheteur est interdite.

ARTICLE 8. Neutralité

Le titulaire est le garant de la neutralité de ses préposés dans l'exécution des prestations.

ARTICLE 9. Confidentialité

Le titulaire qui, à l'occasion de l'exécution du marché, a connaissance d'informations ou reçoit communication de documents ou d'éléments de toute nature, signalés comme présentant un caractère confidentiel, est tenu de prendre toutes mesures nécessaires afin d'éviter que ces informations, documents ou éléments ne soient divulgués à un tiers qui n'a pas à en connaître la teneur.

ARTICLE 10. Assurances

Le titulaire du marché doit, dans les quinze (15) jours qui suivent sa notification, justifier qu'il dispose d'une police d'assurance en cours de validité garantissant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile découlant des articles 1240 à 1242 du Code civil ainsi qu'au titre de sa responsabilité professionnelle qu'il peut encourir en cas de dommages corporels et/ou matériels causés aux tiers à l'occasion de l'exécution des prestations concernées.

À tout moment durant l'exécution de la prestation, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande de l'acheteur et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

ARTICLE 11. Sous-traitance

Le titulaire du marché qui veut en sous-traiter une partie, présente à l'acheteur une demande d'acceptation de chaque sous-traitant et d'agrément de ses conditions de paiement.

DEUXIEME PARTIE : PRIX et REGLEMENT

ARTICLE 12. Prix

Les prix indiqués dans l'offre du titulaire sont unitaires (pour la maintenance corrective) et forfaitaires (pour la maintenance préventive).

L'offre financière est détaillée dans l'annexe financière à l'acte d'engagement du titulaire constituée par la décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF) et le bordereau des prix unitaires (BPU).

Par ailleurs, le titulaire du présent marché s'engage à informer et à faire bénéficier Réseau Canopé des prix des offres promotionnelles qu'il est susceptible de proposer. Ces prix s'appliqueront aux commandes notifiées à condition qu'ils conduisent à des prix inférieurs aux prix nets résultant de l'application des clauses du marché.

- Maintenance préventive (DPGF)

La maintenance préventive s'exécute conformément à la réglementation en vigueur. Le prix de la maintenance comprend tous les éléments réglementaires de base nécessaires à la réalisation des visites et des prestations décrites dans le CCTP et la fiche annexe de chaque site.

Les prix mentionnés dans le DPGF comprennent toutes les charges fiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations, les frais afférents au transport, l'assurance, la propriété intellectuelle, l'utilisation des résultats, les manutentions, les montages, les coltinages à tous les niveaux, les protections nécessaires, le nettoyage en cours et en fin de travaux, le chargement et l'évacuation aux décharges publiques de tous les gravois, détritux, l'enlèvement de tous les matériels et chutes de matériaux et autres en fin de prestation, les pièces nécessaires à la maintenance préventive (tous les matériels consommables, outillage, petites pièces détachées, matériaux pour une intervention), ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risque et les marges bénéficiaires.

- Maintenance corrective (BPU)

La maintenance corrective s'exécute conformément à la réglementation en vigueur. Le prix de la maintenance comprend tous les éléments réglementaires de base nécessaires à la réalisation des visites et des prestations décrites dans le CCTP et la fiche annexe de chaque site.

Pour la maintenance corrective, le prix de fournitures et prestations doit être établi :

- En indication au bordereau des prix unitaires (BPU)
- Par application du taux de marge proposé dans l'offre (indiqué au BPU ou plafonné à 10%) aux prix fournisseurs des pièces non comprises dans le BPU.

Les prix mentionnés dans le BPU comprennent toutes les charges fiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations, les frais afférents à l'assurance, la propriété intellectuelle, l'utilisation des résultats, ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risque et les marges bénéficiaires.

Les éventuelles dépenses de transport que le titulaire réalise dans le cadre du présent marché font l'objet d'un paiement conformément au prix indiqué au bordereau des prix unitaires du présent marché.

Si les interventions sont réalisées par l'équipe de maintenance en poste et présente sur le site les frais de déplacement ne peuvent pas être facturés.

Toute intervention du titulaire à la suite d'une panne consécutive à un manquement de maintenance préventive est considérée comme incluse dans le forfait de maintenance préventive (pièce et main d'œuvre quel que soit le coût de la réparation).

Application du taux maximum:

Il s'applique au prix d'achat net auprès d'un fournisseur tiers. Il ne s'applique pas dans le cas où le titulaire se fournit auprès de sa propre centrale d'achat. Réseau Canopé se réserve la possibilité de demander au titulaire la transmission de la copie de ses factures du fournisseur du titulaire. Cette copie est à fournir obligatoirement pour toute pièce d'un montant supérieur ou égale à 600 €TTC. Ce taux maximum n'est pas concerné par la révision des prix.

Présentation des devis

Pour les prestations de maintenance corrective, les devis proposés doivent prendre en compte :

- Pour la main d'œuvre, le taux horaire proposé dans le BPU et le détail du volume (nombre d'heures, nombre d'intervenants) nécessaire à la prestation.

- Pour les pièces :

 - Incluses dans le BPU : le montant indiqué dans le BPU

 - Hors BPU : le montant remisé et le montant net fournisseur. Le devis sera obligatoirement accompagné de la facture fournisseur à partir de 600 €TTC. Le prix net de ces prestations doit être facturé aux conditions économiques à la date des prestations

ARTICLE 13. Forme du prix

13.1. Prix du marché

Les prix sont fermes pendant toute la durée du marché.

ARTICLE 14. Avances

Sans objet

ARTICLE 15. Acomptes

Le règlement des sommes dues au titulaire fait l'objet d'acomptes périodiques, en fonction de l'avancement des prestations, conformément aux dispositions des articles R.2191-20 à R.2191-22 du Code de la Commande Publique.

ARTICLE 16. Modalités de facturation et de paiement

16.1. Modalité de facturation

Après admission des prestations, le paiement des prestations de maintenance préventive à prix global et forfaitaire lissé sur la durée du marché est effectué par **règlement mensuel**.

Les prestations relevant de la maintenance corrective font l'objet d'une facturation séparée et d'un paiement unique et spécifique à chaque bon de commande.

Le montant des prestations est payable, après certification du service fait, sur présentation d'une facture.

Outre les mentions obligatoires, les factures adressées à l'acheteur comportent les mentions suivantes :

- Nom et adresse du titulaire, n° de SIRET ;
- N° du marché et, de lot ;
- N° de bon de commande ;
- La période concernée ;
- Désignation des prestations ;
- Le prix HT ;
- Le taux de TVA applicable au jour de facturation ;
- Le montant de la TVA ;
- Le prix TTC ;
- Le numéro du compte bancaire à facturer où le relevé d'identité bancaire correspondant ;
- La date de facturation ;
- La facture fournisseur le cas échéant.

Les factures sont libellées au nom de Réseau Canopé et envoyées sous forme électronique dans le portail « Chorus » à l'adresse <https://chorus-pro.gouv.fr>.

Pour le dépôt sous CHORUS, il est nécessaire de se munir :

- du numéro de **SIRET** de Réseau Canopé (Siret du siège obligatoirement) : **18004301001485**
- de la **référence de la commande** communiquée par le prescripteur (la personne ou le service qui a passé commande) après la notification du marché.

16.2. Délais de paiement

Le délai de paiement est de 30 jours, conformément à l'article R.2192-10 du Code de la Commande Publique.

Ce délai peut être suspendu par l'ordonnateur pour réclamer des pièces ou informations complémentaires. Un nouveau délai est alors ouvert, ce délai ne pouvant en aucun cas être inférieur à 30 jours à compter de la réception des justifications demandées.

En cas de dépassement de ce délai, le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque Centrale Européenne à son opération

de refinancement principal la plus récente, effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit (8) points de pourcentage. Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à quarante (40) euros.

16.3. Cession de créance

En cas de cession de créance, l'acheteur remet, au titulaire, à sa demande soit un exemplaire unique ou un certificat de cessibilité de créance du marché, soit un exemplaire unique ou un certificat de cessibilité de créance de chaque bon de commande.

Le titulaire s'engage à remettre à l'établissement de crédit cessionnaire ces documents, afin que ce dernier puisse notifier la cession à l'agent comptable.

TROISIEME PARTIE : DELAIS et CONDITIONS D'EXECUTION

ARTICLE 17. Délai d'exécution

Pour les prestations de maintenance préventive, le délai d'exécution des prestations objet du présent marché débute à compter de la notification. La notification vaudra bon de commande.

Pour les prestations de maintenance corrective, les dispositions suivantes s'appliquent :

ARTICLE 18. Modalités d'attribution des bons de commandes

Les bons de commandes seront émis au fur et à mesure des besoins en maintenance corrective. Ils pourront être envoyés via la plateforme d'échange du titulaire.

Dans le cadre de la maintenance corrective, un devis préalable ne sera pas nécessaire si le montant total des pièces à changer est inférieur ou égal à 100 € TTC. Un bon de commande de régularisation interviendra à posteriori. Au-delà du seuil de 100 € TTC, un devis sera réalisé et soumis à l'acceptation de l'ordonnateur qui éditera ensuite un bon de commande correspondant.

ARTICLE 19. Délais d'exécution des prestations

La mise en œuvre des différentes prestations objet du présent marché s'effectue conformément aux stipulations du présent marché, le cas échéant précisées dans le mémoire technique du titulaire et détaillées dans chaque bon de commande.

En cas d'empêchement par l'établissement Réseau Canopé, le responsable du site informe le titulaire afin de prévoir une nouvelle date de la prestation permettant de respecter la maintenance de l'équipement.

ARTICLE 20. Suspension des prestations

La suspension des prestations totale ou partielle peut être décidée par l'acheteur, quelle qu'en soit la cause, sans que cela n'ait pour effet de prolonger la durée du marché. La facturation des prestations sera établie au prorata de la prestation réalisée, c'est-à-dire en fonction de l'avancement des services rendus à la date de la suspension.

Elle est notifiée au titulaire par ordre de service, avec un préavis de 10 jours. En cas d'évènements exceptionnels et dont la survenance est extérieure à Réseau Canopé (inondation, évènement rendant indispensable la fermeture des locaux...), la suspension intervient dès sa notification.

Le forfait de maintenance étant lissé sur toute la durée du marché, les prestations réglementaires sont dues lorsque celles-ci sont entièrement réalisées avant la décision de suspension.

ARTICLE 21. Clause de réexamen

En application de l'article R.2194-1 du Code de la commande publique, des modifications au marché peuvent être apportées par voie d'avenant, en cas de déménagement, de changement de site (dans le même département) ou de modification substantielle des appareils à maintenir, moyennant un préavis de 1 mois pour la mise en place des nouvelles prestations à partir de la transmission au titulaire de la fiche technique de site.

A réception de la fiche technique de site mise à jour, le titulaire transmet une offre financière adaptée, dans un délai de 15 jours, aux fins de passation de l'avenant. A défaut de conclusion de l'avenant, le marché est résilié, selon les dispositions prévues à l'article 29 du présent CCAP.

ARTICLE 22. Obligation du titulaire

Le titulaire est tenu à une obligation de résultat totale sur l'ensemble de la prestation.

Sous réserve des stipulations du présent marché, le titulaire met en œuvre son savoir-faire et les moyens dont il est réputé détenir la maîtrise pour exécuter et réaliser l'objet du marché dans les conditions les plus favorables à l'économie du marché.

Le titulaire met en œuvre aussi les actions palliatives suffisantes permettant la remise en service même provisoire de l'équipement pour qu'il accomplisse tout ou partie de ses fonctions, pour mettre un terme au désordre.

Le titulaire ne peut pas se prévaloir, ni pour éluder ses obligations, ni pour élever une réclamation, des sujétions occasionnées par l'interruption ou le report de toutes prestations décidées par l'acheteur.

L'administration se réserve le droit de procéder à des augmentations ou diminutions des prestations prévues, sans que le titulaire puisse élever une réclamation.

Le titulaire est réputé être parfaitement informé et avoir une parfaite connaissance :

- de la constitution des bâtiments et des contraintes dues à leur destination,
- de la nature des équipements existants dont il doit assurer l'entretien et la maintenance,
- des conditions particulières d'accès liées à la sécurité et à la spécificité des locaux.
- des obligations prévues au CCTP

Le titulaire est réputé avoir vérifié les informations mentionnées au CCTP du présent marché. Il ne peut se prévaloir de la méconnaissance ou de l'insuffisance d'information sur les équipements

existants ou de faire état d'une erreur, omission ou imprécision quelconque, pour ne pas exécuter tout ou partie des prestations nécessaires à l'accomplissement de sa mission dans le cadre défini par le présent CCAP.

Il renonce à faire état des éventuelles difficultés provenant de l'état des équipements existants. Il demeure responsable des erreurs qui peuvent se produire soit de son fait soit par manque de vérification des documents contractuels.

Le titulaire s'engage à informer le pouvoir adjudicateur de toute modification de sa situation susceptible d'avoir un impact sur l'exécution des prestations du présent marché, et notamment d'en compromettre la validité.

A l'occasion de contrôles réglementaires, d'audits ou de réception d'ouvrages des installations, le titulaire participe aux visites de sites et aux réunions.

ARTICLE 23. Obligations de conseil

Dans le cadre de ses missions, le titulaire s'engage à informer le pouvoir adjudicateur de toute évolution législative et réglementaire ayant des répercussions sur les prestations. Le titulaire s'engage aussi à préconiser des évolutions et/ou solutions adaptées aux besoins du pouvoir adjudicateur

Le titulaire est tenu de conseiller Réseau Canopé lorsque des travaux de maintenance pourraient permettre une meilleure performance énergétique des appareils. Le potentiel gain énergétique est estimé et communiqué au référent sur site.

ARTICLE 24. Provenance et garantie des pièces détachées de remplacement

Le titulaire fournit des pièces neuves et de préférence d'origine, c'est-à-dire provenant du ou des constructeurs des équipements maintenus dans le cadre du marché.

Dans le cas où le titulaire choisit de fournir des pièces détachées d'une autre provenance, il se conforme aux règles suivantes :

- Les pièces sont conformes au cahier des charges constructeur des équipements ;
- Les pièces sont de marquage CE ;
- La validation obligatoire du pouvoir adjudicateur.

Les adaptations nécessaires au montage et au bon fonctionnement de ces pièces sont à la charge du titulaire sans qu'il puisse prétendre à une rémunération supplémentaire.

Le titulaire indique dans les rapports d'intervention les garanties appliquées aux différentes pièces remplacées dans le cadre des opérations du marché.

ARTICLE 25. Gestion des déchets

La valorisation ou l'élimination des déchets générés lors de l'exécution des prestations est de la responsabilité du titulaire pendant la durée du marché. Le titulaire respecte les consignes de tri mises en place sur le site ou, le cas échéant, s'assure de la mise en place de collectes sélectives des déchets produits à l'occasion des prestations. Le titulaire veille à ce que soient effectuées les opérations de collecte, de transport, entreposage, tris éventuels, traitement des déchets générés par les

prestations objet du marché vers les sites susceptibles de les recevoir, conformément à la réglementation en vigueur.

Ainsi, le titulaire assure le traitement desdits déchets dans les conditions définies par la réglementation spécifique à chaque typologie de déchet, selon la hiérarchie des modes de traitement visée à l'article L. 541-1 du code de l'environnement :

1. Préparation en vue de la réutilisation ;
2. Recyclage ;
3. Toute autre valorisation, notamment la valorisation énergétique ;
4. En dernier recours, élimination.

Le titulaire est tenu de produire, à la demande de l'acheteur, les bordereaux de suivi des déchets (BSD) permettant de garantir la traçabilité du traitement des déchets issus de l'exécution de la prestation et la conformité de ce traitement aux exigences réglementaires. En cas d'évolution de la réglementation en cours d'exécution du marché, notamment en cas de création d'une nouvelle filière de responsabilité élargie des producteurs (« Filière REP »), le titulaire est tenu de se conformer aux éventuelles nouvelles obligations.

ARTICLE 26. Désignation d'un interlocuteur référent

Le titulaire désigne un interlocuteur référent au responsable du site au moment de la notification du présent accord-cadre pour le suivi de l'accord-cadre pendant toute sa durée. Toute modification relative à cet interlocuteur doit être signalée au responsable du site.

ARTICLE 27. Modalités d'exécution des prestations

27.1. Transfert de propriété

Quel que soit le produit ou le matériel concerné, le transfert de propriété entre le titulaire et le pouvoir adjudicateur n'a lieu qu'à l'issue des opérations de réception.

27.2. Moyens mis à disposition par Réseau Canopé

Le pouvoir adjudicateur met à disposition du titulaire toute la documentation en sa possession. L'énergie, l'eau et les branchements nécessaires à la mise en œuvre des interventions et qui sont existants sur les sites sont mis à la disposition du titulaire

Le pouvoir adjudicateur remet au titulaire les clés, badges nécessaires à l'accomplissement du présent marché.

Le pouvoir adjudicateur peut dans certains sites mettre à disposition du titulaire, à titre gratuit, des locaux vides. Ces locaux servent au titulaire dans l'exécution de sa mission (vestiaire, sanitaires, bureaux, stockages, atelier pour les petites réparations).

Si le titulaire estime que certaines prestations ne peuvent être effectuées que dans ses usines ou ateliers, il en informe au préalable le responsable de l'atelier afin que ce dernier mette en œuvre en

temps utile les dispositions qu'il juge nécessaires. Les frais d'envoi de tout ou partie de l'équipement dans les locaux du titulaire sont à la charge de Réseau Canopé. Les frais de retour de tout ou partie de l'équipement dans les locaux de Réseau Canopé sont à la charge du titulaire.

ARTICLE 28. Lieux d'exécution

Les prestations sont réalisées sur le lieux mentionné dans la fiche annexe du site.

ARTICLE 29. Absence du personnel

En cas d'absence prévue ou non d'un ou de plusieurs personnels en charge de l'exécution des prestations, le titulaire met en œuvre les mesures prévues dans son offre technique afin de poursuivre les prestations attendues.

ARTICLE 30. Pénalités

Toute inexécution des obligations stipulées par le présent marché, soit par défaut de livraison ou de réparation, soit par non-intervention dans les délais prévus, soit par carence en matériel lors d'une intervention ou service mal ou incomplètement exécuté, soit par retard, donne lieu à des pénalités.

30.1. Pénalités de retard

Sauf pour les cas énoncés à l'article 30.2 du présent CCAP, et par dérogation à l'article 14.1 du CCAG-FCS, en cas de retard dans l'exécution des prestations, des pénalités journalières sont calculées par application de la formule suivante :

$$P = V \times R / 50$$

V = valeur des prestations/valeur du bon de commande

R = nombre de jours de retard à compter du lendemain de la date de réalisation des prestations ou de livraison prévue par le présent marché.

30.2. Pénalités forfaitaires

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, le tableau ci-dessous mentionne les sanctions sous forme de pénalités que peuvent subir le titulaire en cas de manquements à ses obligations.

Les pénalités seront applicables en fonction de l'objet du marché concerné.

Conditions d'ambiance		
Non maintien des conditions d'ambiance dans un site	50 €	Par jour

Délais d'intervention		
Non-respect du planning de maintenance préventive et/ou dépassement des délais règlementaires	50 €	Par jour
Non-respect du délai traitement des réserves critiques suite au passage du bureau de contrôle	100 €	Par jour

Non-respect du délai traitement de réserves non critiques suite au passage du bureau de contrôle	50 €	Par jour
Non-respect du délai d'intervention de la maintenance corrective (délai du bon de commande)	50 €	Par jour
Non-respect du délai de rétablissement	100 €	Par jour

Délais de réparation		
Non respect du délai d'intervention d'urgence	100€	Par heure

Livrables		
Non-respect du délai de remise de rapport de maintenance réglementaire	50 €	Par jour
Non-respect du délai de mise à jour du registre de sécurité	50 €	Par jour
Non-respect du délai de mise à jour du carnet sanitaire	100€	Par jour

Autres		
Non-respect de la remise en état des locaux suite à une intervention	50 €	Par constat
Non-respect de la mise à jour de la GMAO le cas échéant	20 €	Par constat

30.3. Application des pénalités

Ces pénalités font l'objet d'un mémoire de décompte des pénalités établi par l'acheteur et notifié au titulaire. Ce dernier dispose alors de 15 jours calendaires à compter de la notification pour présenter ses observations.

Passé ce délai et sans élément justifiant leur réduction ou leur annulation, les pénalités s'appliquent sans qu'une mise en demeure soit nécessaire.

Ces pénalités sont retenues sur les factures présentées par le titulaire. Le montant de la pénalité est dû quel que soit son montant par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG FCS.

QUATRIEME PARTIE : OPERATIONS DE VERIFICATION et D'ADMISSION

ARTICLE 31. Opérations de vérification

Par dérogation à l'article 27.3 du CCAG-FCS, l'acheteur n'avise pas le titulaire des dates de vérification.

Les vérifications quantitatives et qualitatives simples sont effectuées par le responsable technique de l'acheteur habilité à recevoir les prestations, au moment même de la livraison de la fourniture

et/ou de l'exécution de la prestation (examen sommaire) conformément aux articles 27 et 28.1 du CCAG-FCS.

La prestation doit être conforme aux quantités prévues sur le bon de commande et sur le ou les bons de livraison correspondant.

Par dérogation à 28.1 du CCAG-FCS, le constat dès l'examen sommaire que la fourniture ne correspond pas aux caractéristiques demandées ou aux normes en vigueur entraîne son refus et son remplacement dans les délais compatibles avec la tenue de l'événement.

A défaut, la prestation ne donne pas lieu à facturation. Suite aux vérifications, les décisions d'admission, d'ajournement, de réfaction ou de rejet sont prises.

Par dérogation à l'article 28.1 du CCAG -FCS, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de vérifier à tout moment la qualité des prestations. Ces vérifications peuvent être effectuées notamment :

- à l'occasion des interventions du titulaire ou indépendamment de celles-ci,
- dans le cadre de l'exploitation des documents de maintenance établis par le titulaire (étude du carnet d'entretien, des rapports annuels, des comptes rendus d'intervention...),
- contrôle de la mise à jour des carnets de maintenances, des carnets sanitaires, des registres de sécurité, des documentations techniques.

Le titulaire ou son représentant peut ou non être présent lors des opérations de vérification.

Si une de ces vérifications révèle une anomalie sur une installation altérant la sécurité des personnes, il peut être procédé à l'arrêt de la partie de l'installation concernée.

Dans le cas où ces immobilisations sont la conséquence d'une défaillance du titulaire, les pénalités sont appliquées dans les conditions définies au présent CCAP

ARTICLE 32. Décision à l'issue des opérations de vérification

La décision d'admission, d'ajournement, de réfaction ou de rejet est prononcée par le responsable technique de l'acheteur à l'issue des opérations de vérification prévues aux articles 27 et 28 du CCAG-FCS, sous réserve des aménagements spécifiques prévus au présent CCAP.

ARTICLE 33. Décision d'admission

En dérogation à l'article 27.1 du CCAG-FCS, l'admission est prononcée par la personne habilitée à cet effet désigné par le pouvoir adjudicateur. Elle consiste en la constatation de service fait in situ, au vu du rapport mensuel, tel que détaillé au CCTP, validée par le pouvoir adjudicateur.

Si les opérations de maintenance ou de dépannage ne sont pas effectives, le titulaire doit prendre toute disposition pour remettre le matériel ou l'équipement en état de fonctionnement normal. Le pouvoir adjudicateur peut également décider de différer en tout ou en partie le règlement ou de le réduire. L'admission ne dégage pas le titulaire de sa responsabilité éventuelle.

A l'issue des opérations de vérification, le pouvoir adjudicateur prend, dans un délai de sept jours, une décision de réception, d'ajournement, de réfaction ou de rejet. Si le pouvoir adjudicateur ne

notifie pas sa décision dans le délai mentionné ci-dessus, les prestations sont considérées comme reçues, avec effet à compter de l'expiration du délai.

CINQUIEME PARTIE : RESILIATION

ARTICLE 34. Résiliation

Pour la résiliation du marché, il est fait application des dispositions du chapitre 7 du CCAG-FCS.

Toutefois, par dérogation à l'article 42 du CCAG-FCS, la résiliation pour motif d'intérêt général s'effectue sans indemnité si l'acheteur respecte un délai de deux mois entre la notification de la résiliation et sa date d'effet.

Une décision de résiliation est notifiée au titulaire par lettre recommandée avec accusé réception (LR/AR).

SIXIEME PARTIE : DIFFERENDS et LITIGES

ARTICLE 35. Différends entre les parties

Tout différend entre le titulaire et l'acheteur doit faire l'objet d'une demande de réclamation exposant les motifs et indiquant le montant des sommes impliquées, conformément à l'article 46 du CCAG-FCS.

ARTICLE 36. Compétence juridictionnelle

Le Tribunal administratif de Poitiers (86) est le seul compétent pour connaître des litiges nés de l'exécution du présent marché.

ARTICLE 37. Dérogations aux documents généraux

Par dérogation à l'article 1.2 du CCAG-FCS, l'absence de mention d'une dérogation dans cette liste récapitulative ne fait pas obstacle à son application.

L'article 3 du présent CCAP déroge à l'article 4 du CCAG-FCS concernant l'ordre de priorité des pièces contractuelles.

Les articles 30.2 et 30.3 du présent CCAP déroge à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS concernant le montant des pénalités.

L'article 31 du présent CCAP déroge aux articles 27.3 et 28.1 du CCAG-FCS concernant les modalités de vérification.

L'article 33 du présent CCAP déroge à l'article 27.1 du CCAG-FCS, concernant la personne habilitée pour l'admission des prestations.

L'article 34 du présent CCAP déroge à l'article 42 du CCAG-FCS concernant le calcul des indemnités en cas de résiliation pour motif d'intérêt général.